

Bassin de Lacq : la SOBEGI à la relance

► Gilles Noguéroü préside la Société béarnaise de gestion industrielle (Sobegi), qui fournit énergie et services aux usines de Lacq. ► Des investissements sont lancés et l'objectif est de retrouver une situation financière saine en 2018.

INTERVIEW

Entièrement recapitalisée par Total, depuis six mois, la Société béarnaise de gestion industrielle (Sobegi), implantée sur les plateformes d'Induslacq et Mourrenx, veut renouer avec sa liberté de mouvement. C'est à cette condition qu'elle pourra continuer à jouer son rôle de levier du développement économique. Mais la Sobegi doit d'abord s'appliquer à retrouver un équilibre financier. Gilles Noguéroü, son président, s'y attelle.

La reprise en mains de la Sobegi par Total, désormais seul actionnaire, change-t-elle quelque chose ?

Oui. C'est une véritable opportunité pour la Sobegi qui reste une PME (270 salariés) à taille humaine, mais adossée à Total, une major mondiale. L'espérerai une image sportive en disant que, comme un sponsor, Total apporte ses compétences et nous fait aussi bénéficier de la force

d'un réseau, en plus de son apport financier. Mais il y a une exigence : retrouver une situation durable et équilibrée.

Quelle stratégie a été choisie après les lourdes pertes des dernières années ?

En termes de résultat, ces pertes ont été de 6 millions d'euros en 2014 et 25 millions pour 2015. Et, cette année, nous serons toujours en situation de perte. Cela est notamment lié aux bouleversements enregistrés sur les marchés de l'énergie, nos recettes étant indexées sur les prix.

Comment inverser la tendance ?

Aujourd'hui, nous avons plusieurs objectifs. Je commencerai par parler de l'amélioration de nos performances en matière de sécurité, car si on n'est pas bon sur ce plan, ce n'est pas bon non plus pour le business. Et puis, il y a de notre responsabilité. J'ai l'obsession d'éviter un accident sérieux.

Autre axe de travail consiste à revenir à l'équilibre financier d'ici

2018. On a, pour cela, mis en place un plan, ambitieux et intelligent, de réduction des coûts. Nous avons demandé au personnel comment faire mieux ou autrement, et il en est ressorti 95 idées. Il y a aussi le lancement d'un plan visant à générer de la valeur. Exemple : comment améliorer l'efficacité énergétique de nos installations ?

Justement, des investissements sont-ils d'ores et déjà lancés ?

Oui, car même s'il est compliqué de trouver de l'argent, c'était nécessaire. Depuis cet été, 3 millions d'euros sont investis pour l'amélioration du réseau vapeur. Il faut l'adapter aux consommations et mettre nos installations à niveau.

Jusqu'à quand le groupe Total est-il prêt à mettre la main à la poche ?

Notre actionnaire attend des résultats. C'est une chance de l'avoir, mais ce sera encore mieux quand on aura retrouvé l'équilibre

Total désormais seul actionnaire de l'entreprise

Originaire du Sud-Est, Gilles Noguéroü, 46 ans, est pour sa partie historienne le dixième président de la Sobegi (1) depuis sa prise de fonctions, il y a un an. Il a remplacé Jacques Seguin, parti à Abou Dabi en qualité de directeur des opérations. Gilles Noguéroü est issu – et ce n'est pas neutre – de la branche raffinage chimie du groupe Total. Il a auparavant assuré pendant vingt-cinq ans des missions d'exploitation et de management, en France et en Europe, pour le groupe pétrolier.

Mais Gilles Noguéroü est aussi désormais le défenseur des intérêts d'un actionnaire unique. On rappelle, en effet, que Coffely, ancien actionnaire minoritaire

de la Sobegi (40 % du capital) a quitté la table en mai dernier, à l'issue d'une période de cohabitation pas vraiment satisfaisante avec Total. Cette filiale du groupe

Engie (ex-GDF Suez) reste toutefois présente sur le bassin de Lacq, via l'unité Biolacq. (1) Créée en 1974, la Sobegi a eu pour premier président Olivier Séraud.



Avant d'arriver à la Sobegi, Gilles Noguéroü a travaillé 25 ans pour Total. © JEAN-PIERRE SÉNÉ



La Sobegi, qui génère 100 millions d'euros de chiffre d'affaires, compte une trentaine de clients et fournit les « utilités » (eau, vapeur, etc.) aux industriels du bassin de Lacq. © SÉNÉ

financier et une capacité à financer nos investissements. Nous avons cette capacité, j'en suis sûr ! Mais il s'agit de devenir assez attractif et compétitif pour attirer sur le bassin un nouvel industriel (1) auquel on pourra offrir des solutions clé en main, un gaz à prix constant... Il ne viendra pas pour nos beaux yeux. Avant, cet industriel nous comparera à d'autres, puis se dira peut-être que c'est mieux ici, à Lacq.

Cet industriel peut-il être Hydro-Québec avec le dossier des « batteries du futur » ?

Ça fait partie des sujets, une piste parmi d'autres. Oui, Total s'y intéresse.

Que pensez-vous du plan de l'UIC (lire ci-contre) visant à permettre la création de milliers d'emplois ?

Aujourd'hui, nous sommes tous dans une dynamique compliquée. La reconversion de Lacq est réussie mais il n'y a pas de perspectives de créations d'emplois. Pour autant, nous sommes conscients de notre rôle et, chaque jour, près de 900 personnes viennent travailler sur la plateforme Induslacq.

Pour quels clients ? Qui sont-ils ?

Nous en avons une trentaine, pour un chiffre d'affaires annuel total de 100 millions d'euros, 90 % du volume est réalisé à Lacq avec Abengoa, Arkema et Toray, qui représentent à eux trois la moitié du chiffre d'affaires d'Induslacq. On trouve les 20 % restants sur la plateforme de Mourrenx.

PROPOS RECUEILLIS PAR GÉRARD CAYRON

(1) g.cayron@lyrepresses.com

(2) C'est aussi la mission d'Eric Verbrugge, nouveau représentant du Total Développement Régional (TDR) à Lacq.

Lacq, plateforme exemplaire ?

Afin de créer de l'emploi, l'Union des industries chimiques plaide pour des plateformes attractives. Et cite Lacq en exemple.

Ce n'est pas tout à fait de l'économie fiction : la chimie pourrait créer en France, à l'horizon 2030, quelque... 60 000 emplois ! C'est du moins ce que propose de mettre en œuvre l'Union des industries chimiques (UIC), qui vient de présenter un plan national destiné à dynamiser le secteur. En activant un certain nombre de leviers, la chimie française pourrait atteindre une croissance annuelle de 2,5 % (contre 0,7 % actuellement) et donc booster l'emploi ces quinze prochaines années.

Tel est le résultat de l'étude prospective menée par le cabinet Advancy. Mais il y a une condition... « Il faut créer un cadre propice à l'investissement », résume le président de l'UIC, Pascal Juéry, qui, dans les colonnes de « L'Usine

nouvelle », parle notamment d'une « mise en commun des outils de production ». Soutenant que les plateformes françaises bénéficient, comme aux États-Unis ou en Allemagne, d'un « accès compétitif aux sources d'énergie (gaz, électricité...) », il aimerait voir se démultiplier l'exemple de... Lacq, cité comme l'une des deux « plateformes phares » du pays (avec Roussillon, dans l'Isère) !

« Business model de référence »

Aujourd'hui premier employeur local, Arkema, acteur majeur de la reconversion industrielle du bassin au côté de Total, a joué un rôle clé. « Au point que le concept de Lacq est devenu, pour nous, un business model de référence en matière de chimie », déclare Nicolas de Warren. Son avis n'est pas neutre : il occupe justement le poste de directeur des affaires institutionnelles au sein du groupe Arkema...

GÉRARD CAYRON | g.cayron@lyrepresses.com



La Sobegi gère deux plateformes, à Lacq et Mourrenx. © JEAN-PIERRE SÉNÉ